

Le Canada a contribué au fonctionnement de la Banque africaine de développement et a reçu son président, M. Babacar N'Diaye. Pendant que le président de la République centrafricaine était en visite au Canada, une entreprise canadienne a décroché un important contrat d'exploitation forestière financé par la Banque mondiale.

Le Canada a pris une part active à la Conférence sur la protection de l'environnement méditerranéen, tenue à Tunis, en mars, et organisée pour le compte de la Francophonie.

AFRIQUE ANGLOPHONE

Dans ses rapports avec l'Afrique anglophone (soit les 19 pays non francophones subsahariens), le Canada a continué à insister sur les questions de développement et la coopération au sein d'organismes internationaux, et a préconisé vigoureusement le règlement des conflits et la démocratisation.

La visite d'État au Canada, en septembre dernier, du président Robert Mugabe du Zimbabwe témoigne de l'apport fait par le Canada au développement économique du Zimbabwe et des autres pays d'Afrique australe, tant de manière bilatérale que par le truchement de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe. Le président Mugabe a annoncé, devant le Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce extérieur de la Chambre des communes, la décision prise par son pays de maintenir un régime multipartite et d'ouvrir sensiblement son économie. Les parties ont échangé leurs points de vue sur les conséquences que présentaient pour la région les guerres civiles en cours en Angola et au Mozambique, de même que sur l'évolution de la situation en Afrique du Sud.

En mai, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est rendu à Abuja, Nigéria, afin d'assister à une réunion du Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe. Les participants se sont consultés sur les relations bilatérales Canada-Nigéria et sur des questions qui préoccupaient l'ensemble des participants.

La terrible guerre civile qui sévissait au Libéria a amené le Canada à organiser une action humanitaire afin d'aider les réfugiés libériens dans les pays voisins et d'encourager la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest à faire déclarer un cessez-le-feu et à mettre en place une administration provisoire que toutes les parties pourraient accepter.

Dans la Corne de l'Afrique, la guerre civile en Somalie a provoqué l'écroulement du gouvernement

national quand les diverses factions n'ont pu s'entendre sur qui devait succéder à l'administration.

La guerre civile s'est poursuivie au Soudan, et le gouvernement a entravé l'aide internationale destinée aux 7 millions de personnes qui étaient à risque. Le Canada a exercé de fortes pressions afin de rétablir l'Opération survie Soudan et des activités efficaces d'aide internationale.

Le Canada a pris part à l'activité internationale visant à apporter un secours humanitaire à 7 millions de personnes en Éthiopie. Les diplomates canadiens ont donné leur appui aux négociations visant à mettre un terme à la guerre civile et à instaurer un gouvernement de transition, à représentation large, en attendant les élections démocratiques multipartites en 1992.

GROUPE DE TRAVAIL SUR L'AFRIQUE AUSTRALE

La campagne internationale visant à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud est demeurée l'un des principaux éléments de la politique extérieure du Canada.

Au début de mai 1990, le Congrès national africain (ANC) et le gouvernement d'Afrique du Sud ont entamé des pourparlers, à Groote Schuur, concernant l'élimination des obstacles aux négociations.

En juin, des milliers de Canadiens ont accueilli le vice-président de l'ANC, M. Nelson Mandela, dans des rassemblements gigantesques, à Ottawa, à Toronto et à Montréal. Dans un discours historique qu'il a prononcé devant la Chambre des communes, il a rendu hommage au rôle de chef de file joué par le Canada dans la lutte contre l'apartheid. Le premier ministre Mulroney s'est engagé à verser 5,85 millions de dollars en aide aux personnes exilées qui rentraient en Afrique du Sud et aux prisonniers politiques remis en liberté, par le truchement du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et les églises sud-africaines.

Lors d'un sommet tenu à Pretoria en août, le gouvernement d'Afrique du Sud consentait à éliminer, avant le 30 avril, les obstacles aux négociations, soit le retour des personnes exilées, la libération des prisonniers politiques et la révision de la législation répressive en matière de sécurité, et l'ANC consentait à suspendre sa lutte armée. Lors de la reprise de la session spéciale de l'ONU sur l'apartheid, c'est en partie grâce aux efforts déployés par le Canada que le HCR a obtenu un mandat d'assistance aux exilés qui rentraient en Afrique du Sud. En février 1991, le président de Klerk annonçait